

LOIRE ATLANTIQUE **LES** **nouvelles**

Edité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 453 - 27 août 1987 - Prix 2,50 F

**Les 12 et 13
septembre
la Fête
de l'Humanité
vous donne
rendez-vous**

(voir page 3)



PAS UN INSTANT A PERDRE, C'EST LA RENTRÉE...

Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'été 87 aura été marqué par une nouvelle accélération de la politique de déclin, mise en œuvre par le gouvernement de droite, avec le soutien actif de Mitterrand et du Parti Socialiste dont Fabius vient de proposer récemment ni plus ni moins que d'abandonner notre souveraineté nationale.

C'est le cas avec la poursuite de la baisse du pouvoir d'achat des familles. La hausse des prix atteint déjà 3,5 % selon l'indice CGT alors que les salaires sont bloqués à 1,7 % pour l'année.

Dans notre département, où durant l'été le tourisme est important, les premiers bilans de la saison touristique montrent que cette année il y a eu moins de monde, que les gens restent moins longtemps et disposent de moins d'argent.

A cela, il faut ajouter la hausse des loyers et des charges qui ont fait un véritable bond en juillet et une rentrée scolaire qui va peser lourd sur les budgets familiaux.

C'est le cas aussi avec l'emploi où notre département n'est pas épargné. C'est la fermeture de Dubigeon, l'annonce de 150 licenciements à la Biscuiterie Nantaise de Vertou, autant à la Grande Paroisse à Montoir, et des menaces allemandes pèsent sur la Mécanique Alstom à Saint-Nazaire, etc...

Chacun peut le constater. La cohabitation droite - Parti Socialiste coûte cher aux salariés et au pays.

Pourtant, contrairement aux espoirs des fauteurs de déclin, l'été 87 aura aussi été celui de luttes importantes dont certaines se sont traduites par de nouveaux acquis, comme c'est le cas avec la réintégration de Sylvie Duplessis à Renault, ou Claude Aurfert au CEA.

Durant toute cette période, les communistes ont été présents et actifs, qu'il s'agisse du soutien à Pierre-André Albertini, de l'action avec les locataires de Bellevue à Nantes, de la défense des droits de grève et de libertés, de l'emploi ou du pouvoir d'achat.

Présents et actifs durant les congés, encouragés par les succès obtenus, telles la commande du Car Ferry Breton, l'obtention

de l'asile politique pour le jeune Iranien de Nantes, etc... les communistes s'apprêtent à développer en cette rentrée, une intense activité, dont le premier temps fort sera les 12 et 13 septembre, la fête de l'Humanité à La Courneuve avec André Lajoinie.

Le 1^{er} octobre, la venue à Nantes de Michel Vovelle sera l'occasion d'un grand débat public sur la Révolution Française.

Au moment où plus que jamais, la question de la paix est à l'ordre du jour, nous entendons faire de la commémoration de Châteaubriant, le 18 octobre, un grand rassemblement autour de Roland Leroy.

La tenue de la fête de Nantes les 24 et 25 octobre dont le meeting sera assuré par Henri Costa, membre du Comité Central du PCF, et le grand débat avec Philippe Herzog, membre du Bureau Politique du PCF, le 30 octobre à Saint-Nazaire, illustrent bien l'ampleur de l'activité que vont développer les communistes.

Autant de moyens de gagner de nouvelles forces au PCF, de rassembler des milliers de voix sur son candidat André Lajoinie et de collecter par une bataille de masse sans précédent, les 900 000 F nécessaires au financement de la campagne du Parti, dont la venue de Pierre Sotura, trésorier national du Parti Communiste Français le 15 octobre à Nantes, sera le premier temps fort du développement de la souscription.

Tout cela dans le même temps où dès la mi-septembre, l'ensemble des communistes sera engagé dans la préparation de leur XXVI^e congrès et l'élaboration du programme du Parti.

Un congrès plus que jamais préparé dans les luttes et dans la vie.

La situation actuelle et l'intérêt grandissant que portent les salariés à notre Parti appellent les communistes à être toujours plus offensifs et c'est bien sous le signe de la combativité et du dynamisme que nous abordons cette rentrée.

Gilles BONTEMPS,
Secrétaire de la Fédération de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français.

SOMMAIRE

- Un pétrolier français sera-t-il commandé en Espagne ? 2
- La preuve par TECHNIC 2
- Accident mortel du travail 2
- Empêcher le bradage du diesel 2
- AMENAGEMENT hydraulique du Bassin du Brivet 5
- Des dates à retenir 5
- Tirage de la vignette Fête fédérale 5
- La Grande Paroisse 6
- B.N. Vertou: refuser la voie du déclin 6
- La Fête de Saint-Brévin du P.C.F. 6

BATZ-SUR-MER SUCCES de la FETE du P.C.F.

Succès de la première fête du pays blanc à Batz-sur-Mer le dimanche 23 août 1987.

Malgré la pluie, une bonne participation, des dizaines de signatures pour Pierre-André Albertini ainsi que pour exiger le passage d'André Lajoinie à A2. De nombreuses vignettes de la Fête de l'Humanité ont été placées durant la journée.

Donc, un encouragement à poursuivre.



ACCIDENTS MORTELS DU TRAVAIL

Deux travailleurs domiciliés à Batz-sur-Mer, viennent d'être victimes, à quelques jours d'intervalle, d'accidents du travail mortels dans deux grandes entreprises nazairiennes. Les « Nouvelles de Loire-Atlantique » présentent leurs condoléances aux familles des victimes. Lire ci-dessous la déclaration des cellules communistes Alsthom.

«Les vacances sont terminées pour la grande majorité d'entre nous. Mais quelle triste reprise !

Aux Chantiers de l'Atlantique, le vendredi 7 août dernier, un ouvrier de l'entretien est tué par un engin de levage.

Le mardi 12 août, un ouvrier est mort, et retrouvé dans une cuve de trichloréthylène, dans une entreprise de la zone industrielle de Brais dans la région nazairienne, la FAMAT.

Avec l'accident mortel de l'atelier 36, en quatre mois, cela fait trois ouvriers décédés suite à des accidents de travail dont deux aux Chan-

tiers de l'Atlantique à St-Nazaire : ÇA SUFFIT !

Ensemble, arrêtons l'hécatombe. Il faut que sur chaque poste de travail, chaque chantier en cours à la Navale soit activement surveillé par chacun d'entre nous avant et pendant les travaux d'exécution de la production.

Il faut que nos conditions de vie et de travail soient améliorées considérablement. Ceci doit passer avant la productivité, la chute des effectifs si chère au patronat et à certains syndicats : syndicats qui acceptent que notre région devienne un désert économique en acceptant la suppression de notre potentiel industriel (Dubigeon), ainsi que le potentiel humain en signant, sans réserve, des chèques en blanc au patronat et au gouvernement.

Le Parti Communiste Français appelle tous les travailleurs, la population, à lutter à ses côtés pour empêcher les mauvais coups, pour stopper le travail de sape commencé dans la construction et la réparation navales.»

EMPECHER LE BRADAGE DU DIESEL

Le 7 juillet, en pleine période de vacances, la direction d'Alsthom annonce officiellement son intention de vendre son secteur diesel au puissant groupe allemand Man-Burmeister And Wein.

Le processus envisagé grouperait dans un premier temps les établissements de Saint-Nazaire, Saint-Denis, Bagnole et Jouet, au sein de la filiale d'Alsthom : la S.E.M.T. Ensuite, la Société allemande M.A.N. prendrait une part majoritaire dans la S.E.M.T.

La direction parle d'un rapprochement avec M.A.N., mais il s'agit d'une capitulation pure et simple devant un groupe étranger.

Outre le passage d'une société française sous contrôle étranger, ce serait l'abandon d'un savoir-faire : la notoriété des ateliers de Saint-Nazaire dans les équipements marins, terrestres et ferroviaires.

Alsthom tourne délibérément le dos à la production industrielle préférant livrer le secteur industriel ou diesel au capital étranger, sacrifiant l'emploi et l'intérêt de la région.

Mais là aussi, il est encore temps pour sauver la fabrication française du diesel. Les tractations en cours n'ont pas encore abouti. Il est donc possible d'empêcher le bradage du diesel envisagé par la direction d'Alsthom.

AVEZ-VOUS REGLE VOTRE ABONNEMENT AUX NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE

Si ce n'est le cas, nous vous rappelons que l'équilibre financier de notre journal suppose une contribution financière de TRENTE FRANCS par foyer et par an.

Acquittez-vous de ce modeste abonnement sans tarder. Vous nous aiderez à assurer la parution des « Nouvelles de Loire-Atlantique », d'en améliorer la forme et le contenu.

Versement à effectuer à l'ordre de Gilles Bontemps par chèque bancaire ou postal, n° 4400-47 W Nantes, 41, rue des Olivettes, 44000 Nantes. Spécifier : « Abonnement Nouvelles de Loire-Atlantique ».

UN PETROLIER FRANÇAIS SERA-T-IL COMMANDÉ AUX CHANTIERS NAVALS IBÉRIQUES ?

La compagnie nationale Elf-Aquitaine a entrepris de torpiller ce qui reste des activités navales nationales. Par l'intermédiaire de la Compagnie Nationale de Navigation (filiale de Worms, dont elle détient plus de 45 % du capital), elle veut commander un pétrolier de 140 000 tonnes (près d'un an et demi de travail pour des centaines de salariés), aux Chantiers navals espagnols, « Astilleros ».

Voilà qui ne dérange guère M. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la Mer. Pis, interrogé sur France-Inter à ce sujet, le ministre envisage ouvertement le versement d'une « prime d'équipement » à la Compagnie Nationale de Navigation. « Oui, a-t-il indiqué sur les ondes de la radio, si les conditions sont remplies, cette prime sera attribuée ».

Or, dans un récent numéro, le journal des milieux d'affaires « AGEFI » (Agence Economique et Financière), laissait entendre que l'opération était suspendue à la signature d'une charte à long terme entre Worms et Elf. « Avant de s'engager plus, notait le journal, Elf souhaite que Worms lui propose des prix compétitifs » et d'ajouter : « il est donc impératif que l'armateur obtienne du secrétariat à la Mer une subvention pour réduire le coût du navire ». Voilà qui est presque fait et le ministre serait donc prêt à accorder une « aide à l'investissement », qui ne rapportera pas un emploi à notre pays. Les salariés des chantiers navals et plus particulièrement ceux de l'Alsthom, apprécieront ces ardeurs européennes...

Toujours interrogé par France-Inter, le ministre « comprend qu'un armateur veuille construire un navire au meilleur prix ».

On lui fait alors remarquer que l'Espagne fait baisser ses prix en subventionnant ses

chantiers navals. Le premier responsable des affaires maritimes du pays veut ignorer cette donnée du problème : « Alors ça, personnellement, je n'en sais rien », indique-t-il. Il est vrai que le sujet est épineux. Le gouvernement français a décidé de tirer un trait sur la construction navale nationale et de ne plus verser de subventions que pour aider à la destruction d'entreprises.

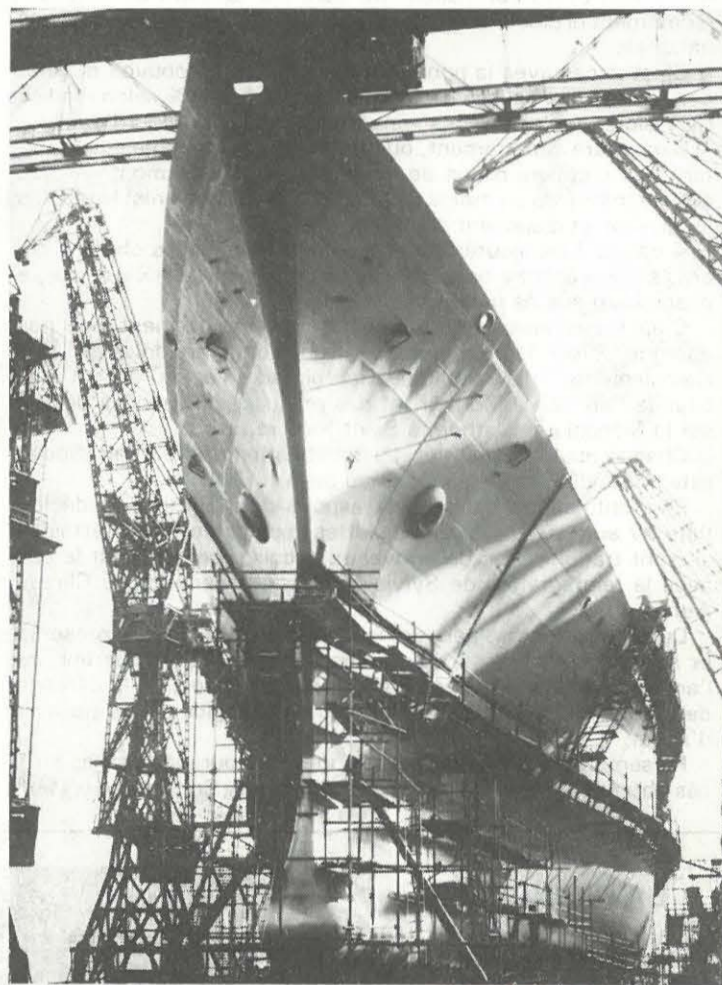
Le prédécesseur de M. Guellec avait ouvert la voie. Le secrétaire d'Etat socialiste à la Mer, M. Lengagne, avait déjà réduit de 28 % en 1986 les aides de l'Etat aux chantiers.

Pour la France, l'avenir euro-

péen se limiterait à jouer la carte de la plaisance, explique le ministre qui attend, dit-il, beaucoup du « Conseil National Supérieur de la Navigation de Plaisance que le Premier ministre a installé ».

Autrement dit : la fuite en avant vers le tout tourisme sur fond de désertification industrielle.

Mais tout n'est pas définitivement réglé. Il est encore possible, par l'action, de faire échec à ce mauvais coup et de faire passer la commande du pétrolier en France et, notamment, aux Chantiers de l'Atlantique.



LA PREUVE... PAR TECHNIP

Le savoir-faire des ingénieurs et techniciens de Technip vient de sauver, en pleine Mer du Nord, la plateforme pétrolière Ekofisk. Saluons cette nouvelle prouesse technique et tous ceux qui ont contribué à sa réalisation.

Depuis mars 1986, une centaine d'ingénieurs et de techniciens de Technip et de sa filiale Géoproduction (spécialisée dans l'off-shore) ont conçu l'opération, contacté et retenu les entreprises nécessaires à sa

réalisation, coordonné l'intervention de chacune, établi le coût de ce fantastique pari. Cela, grâce au savoir-faire accumulé par les spécialistes de Technip dans l'installation de raffineries, cimenteries, sucreries, verreries, centrales nucléaires, ainsi que dans le management et la gestion de complexes comme La Villette.

Un savoir-faire que voudraient brader patronat et gouvernement.

La veille du départ en vacances, le syndicat C.G.T. de Technip montrait à nouveau les dangers de fermeture qui planaient sur l'établissement de Saint-Nazaire.

La prouesse technologique opérée sur la plateforme Ekofisk est un élément supplémentaire dans la lutte pour imposer le maintien de Technip Saint-Nazaire et le développement des différents sites du n° 1 de l'ingénierie en France.

12 et 13 septembre : FETE DE L'HUMANITE à LA COURNEUVE Des CARS PARTIRONT de NANTES, SAINT-NAZAIRE et COUËRON

● LES INSCRIPTIONS

Le vendredi 11 septembre, des cars partiront de Loire-Atlantique pour la Fête de l'Humanité.

Les personnes désirant bénéficier de ce moyen de transport pour se rendre à la Fête, peuvent s'inscrire jusqu'au jeudi 10 septembre 1987 dans les lieux suivants :

— Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français, 41, rue des Olivettes, 44000 Nantes. Tél. 40.89.72.28, de 8 h à 18 h.

— Section de St-Nazaire du Parti Communiste Français,

16, rue Philippe-Lebon, 44600 St-Nazaire. Tél. 40.66.08.48, à partir du 31 août 87, tous les lundis, de 18 h à 19 h.

● LES TARIFS

Départs de Nantes - Couëron - St-Nazaire :

- Aller-retour : 200,00 F.
- Aller ou retour simple : 100,00 F.

● LES HORAIRES

ST-NAZAIRE : Vendredi 11 septembre 87 à 21 heures devant le siège de la Section du PCF, 16, rue Philippe-Lebon.

COUERON : Vendredi 11 septembre 87 à 22 heures, place du Marché à Couëron.

NANTES : Vendredi 11 sep-

tembre 87 à 22 h 30 devant le siège de la Fédération du P.C.F., 41, rue des Olivettes à Nantes.



**LE PREMIER
CONTRAT
DE LA Z.I.A.
SERA-T-IL
UN CONTRAT
AVEC
L'AFRIQUE
DU SUD ?**

C'est la question que l'on est en droit de se poser, et cela au moment où les mineurs noirs poursuivent leur lutte exemplaire et Pierre-André Albertini est toujours dans les prisons de l'Apartheid.

Nous développerons ce sujet dans notre prochaine édition.

du 26 août au 7 septembre 1987

ANNIVERSAIRE



à **PONTCHATEAU**, route de Nantes
Tél. 40.88.08.33

E. LECLERC

Pour mieux vous servir
**HORAIRES
D'OUVERTURE**

Lundi : 9 h 15 - 19 h 15
(sans interruption).
Mardi : 9 h 15 - 12 h 15 -
14 h 30 - 19 h 15.
Mercredi : 9 h 15 - 12 h 15 -
14 h 30 - 19 h 15.
Jeudi : 9 h 15 - 12 h 15 -
14 h 30 - 19 h 15.
Vendredi : 9 h 15 - 19 h 15
(sans interruption).
Samedi : 9 h 15 - 19 h 15
(sans interruption).

GAGNEZ* UNE SUPERCINQ FIVE

(version 1988)

(tirage de la Renault Supercinq FIVE le lundi 7 septembre, à 19 h 15)



* sans obligation d'achat

et des PRIX E. LECLERC !

lette
TURE



COLLECTION
ER 87
ES MARQUES
ADRESSE
Couture
République
AZAIRE
RETOUCHES
U MAGASIN

DU
GENERAL
TION
ALE 1987

Il est orga-
zaire, du mardi
au samedi 12
us, une anima-
iale, sonorisée
s quartiers, et
e.
IL NE PEUT Y
IGATION DE
ILLETS, POUR
ECTUÉ ANTÉ-
A LA DATE du
1987, MÊME SI
N'EST PAS
MENT RÉGLÉ
on au moment
on)...
Pour achat
e 20 F, les com-
icipant à l'ani-
erciale délivre-
lients un billet
au tirage de la
Les épicerie,
charcuteries,
pâtisseries,
asserries, bars,
règle générale,
20 F d'achats.

Il est prévu un
di 5 septembre
samedi 12 sep-
in de ces tira-
a :

5 septembre :
at de 5 000 F,
hat de 1 000 F,
chat de 500 F,
ns d'achat de

2 septembre :
Renault, cinq
e 1 000 F, vingt
e 500 F, vingt
hat de 200 F.

Les lots non
s le délai de
vant le tirage
s à l'A.N.C.A.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'AMENAGEMENT HYDRAULIQUE DU BASSIN DU BRIVET : LE CONSEIL MUNICIPAL DE ST-JOACHIM REFUSE D'ADHERER AU PROJET

Le Conseil municipal de Saint-Joachim refuse d'adhérer à ce projet dans les conditions qui lui sont présentées. Dans une délibération (ci-dessous), il en explique les raisons et souligne à nouveau ses propositions.

Il constate :
— qu'en 1986, il avait refusé d'adhérer à un tel syndicat pour différentes raisons, dont la principale était son opposition au recalibrage des canaux du Priory, de la Taillée, de Martigné et d'une partie du canal de la Boulaie prévu dans le programme de travaux ; recalibrage coûteux et inutile, que la maîtrise des niveaux d'eau ne justifie aucunement, cette maîtrise pouvant être obtenue facilement, après aménagements des exutoires par le curage des dits canaux et des canaux secondaires et fossés ;
— qu'il ne trouve aucune référence à cette réserve, pour lui essentielle, dans la proposition de délibération qui fait état des observations formulées par les collectivités concernées lors de la précédente consultation ;
— que le silence sur cette opposition formulée antérieurement, alors même que dans son préambule la proposition de délibération fait référence au programme d'aménagement établi à partir de 1982, incite à penser que le projet de recalibrage (multiplication par 4 des sections de canaux) n'est pas abandonné ; d'autant plus que M. De Baudinière vient de parler à nouveau de « recalibrage » dans

une récente réunion rapportée dans la presse locale...

...En conséquence, il considère que ce constat ne permet pas à la Municipalité d'adhérer au Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement hydraulique du Bassin du Brivet et d'adopter les statuts tels qu'ils lui sont proposés.

Toutefois, le Conseil tient à rappeler que la Municipalité n'est pas pour autant opposée à une amélioration du marais et à une meilleure maîtrise des eaux.

Bien au contraire, il pense avoir contribué à cette amélioration par l'important effort de curage des canaux qu'il a entrepris depuis plusieurs années.

Cette amélioration pourrait être accélérée :

— d'une part grâce à une aide financière conséquente permettant à la Commune et aux différents syndicats de marais de poursuivre ou d'entreprendre cet effort de curage et d'entretien de tous les canaux et fossés ;

— d'autre part, et pour en finir avec un système qui fait que quelques personnes s'arrogent le droit de manœuvrer à leur guise les ouvrages permettant de régler la circulation des eaux et leur niveau, en établissant un règlement accepté par délibération de toutes les parties en cause (Municipalité, syndicats de Marais, associations de pêcheurs et chasseurs) et en confiant le contrôle à un exécutif dûment mandaté par tous pour le faire respecter.



Cette photo illustre bien les travaux réalisés par la Municipalité de Saint-Joachim, comme l'explique la déclaration ci-contre ; alors que beaucoup de promesses avaient été faites, y compris consignées dans la charte du Parc Régional.

DES DATES A RETENIR...

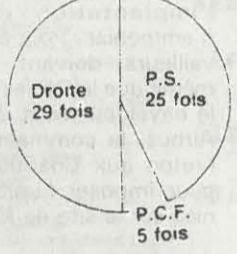
- Samedi 12 et dimanche 13 septembre : Fête de l'Humanité à la Courneuve.
- Samedi 19 et dimanche 20 septembre : Fête de la section de Rezé du P.C.F.
- Jeudi 1^{er} octobre : Débat avec Michel Vovelle sur la Révolution française, 20 h 30, salle de la Manu, à Nantes.
- Jeudi 15 octobre : Temps fort du développement de la souscription, avec Pierre Sotura, trésorier national du Parti, à Nantes.
- Dimanche 18 octobre : Commémorations de Châteaubriant. Allocution de Roland Leroy, membre du Bureau politique du P.C.F., directeur de l'Humanité.
- Jeudi 22 octobre : 17 h 15, veillée au monument des 50 otages à Nantes.
- Samedi 24 et dimanche 25 octobre : Fête de la section de Nantes du P.C.F. Meeting avec Henri Costa, membre du Comité central.
- Mercredi 28, jeudi 29 et vendredi 30 octobre : Les 3 jours du Livre Marxiste, Maison du peuple à Saint-Nazaire.
- Vendredi 30 octobre : Débat avec Philippe Herzog, membre du Bureau politique du P.C.F., Maison du peuple à Saint-Nazaire.
- Samedi 31 octobre : Fête de la section de Saint-Nazaire du P.C.F.

PLURALISME ET VERITE

ANDRÉ LAJOINIE DOIT ÊTRE RAPIDEMENT INVITÉ A «L'HEURE DE VERITÉ»

L'information est ainsi faite que tous les candidats à l'élection présidentielle, tous les responsables politiques présumés candidats sont l'objet de multiples sollicitations de la part des rédactions de l'audiovisuel. «L'Heure de Vérité», sous la responsabilité de Henri De Virieu, n'échappe pas à cette «règle». Elle fait même diligence pour saisir au plus vite le moindre «présidentiable». Cette hâte est pourtant sélective. Ainsi, André Lajoinie est victime d'une discrimination intolérable. Déjà, en tant que président du Groupe communiste à l'Assemblée nationale, il aurait pu participer à cette émission. Aujourd'hui A. Lajoinie est candidat. Le responsable de «L'Heure de Vérité» envisage de l'inviter dans les toutes dernières semaines de campagne électorale. Comment M. Henri De Virieu peut-il justifier une telle discrimination lui qui a invité 3 fois J.-M. Le Pen ? Inacceptable du point de vue de la justice, de l'équité entre tous les candidats possibles. Inacceptable du point de vue du respect du pluralisme puisqu'Antenne 2 s'arroge ainsi le droit de trier les candidats, actuels ou futurs, à l'élection présidentielle. Les téléspectateurs ont droit à une information sur tous les courants de l'opinion française présents dès maintenant dans la campagne électorale. Oui, c'est inacceptable et nous vous invitons à le dire. Signez. Faites signer la pétition. Exigeons par milliers qu'André Lajoinie soit rapidement invité à «L'heure de Vérité».

L'HEURE DE «VÉRITÉ» les invités de l'émission depuis 1982



A noter également que 13 personnalités différentes ont répondu aux questions pour la droite, 12 pour le P.S. et seulement 2 pour le PCF : G. Marchais 4 fois en 6 ans et C. Fiterman en 1983 en tant que ministre.

Pour l'équité et le respect du pluralisme, nous demandons que «L'Heure de Vérité» invite rapidement André Lajoinie.

Nom :

Prénom :

Signature :

Nous vous proposons de nous adresser cet appel à la fédération de Loire-Atlantique du P.C.F., 41, rue des Olivettes, 44000 Nantes, ou de le faire pétitionner et de l'adresser directement à Claude Contamine, P.D.G. d'Antenne 2, 22, avenue Montaigne, 75387 Paris Cédex 08.

QUI A GAGNÉ ?

Résultat du tirage de la vignette-bon de soutien de la Fête de l'Huma des 6 et 7 juin

017651	014042	002074	004253	014433	018374
018513	018325	014418	014662	010767	010808
017620	004317	012239	002166	012469	010742
004291	018658	010840	002162	010770	009726
010723	009144	018141	009600	010067	010288
012161	009750	009746	017536	002133	009368
008797	008796	008824	009301	014063	004651
001613	001808	001214	010694	009295	010749
003248	009723	010667	001412	002054	018059
009017	012180	004319	004680	002497	018196

Grande Paroisse : Une nécessité, la lutte

Le mois de juillet a vu se concrétiser nos craintes au sujet de l'usine de la Grande Paroisse sur la zone portuaire de Montoir. Depuis quelques mois étaient avancées deux idées : des licenciements et la suppression de la production d'ammoniac.

Un communiqué commun Grande Paroisse/CDF Chimie AZF du 29 juillet est venu confirmer l'urgence pour les travailleurs et la population d'engager la lutte pour l'emploi et le maintien du potentiel industriel.

Au-delà des bonnes paroles (« le rapprochement est essentiellement destiné à créer un groupe industriel français de taille internationale ayant vocation à produire et vendre des engrais ») le communiqué confirme les suppressions d'emplois : « le rapprochement permettra de réaliser des économies » ainsi que l'abandon de la production d'ammoniac à la Grande Paroisse : « L'usine d'ammoniac de Nangis... bénéficiera... d'une meilleure utilisation de ses capacités de production ».

Notre Parti s'est mobilisé dès le début du mois de juillet pour alerter les travailleurs. Deux tracts ont été distribués, nos élus, dont Jean-Louis Le Corre, conseiller régional, et Hubert Bouyer, maire de Montoir, sont venus à l'entreprise apporter le soutien du PCF et développer nos solutions. A cette occasion une nouvelle adhésion au Parti

était réalisée qui, s'ajoutant aux autres, va permettre la création de la cellule d'entreprise.

Sont prévues maintenant une large information de la population (journal et affiches) et la signature d'une pétition.

Car il y a d'autres solutions que les licenciements et la fermeture d'unité de production. On peut obtenir sur le site de Montoir, l'implantation d'une unité d'ammoniac qui garantirait l'avenir de l'industrie des engrais en Basse-Loire.

Cette question est à l'ordre du jour depuis des années. Elle a d'abord été ignorée par le gouvernement Fabius et le ministre du Redéploiement industriel Edith Cresson. Elle est maintenant ignorée par le gouvernement Chirac qui avait aussi tant promis. A la place, ils nous proposent ensemble le mirage de la ZIA.

Il faut faire du neuf. Il faut imposer des solutions industrielles capables de maintenir et de développer l'emploi sur le site de Montoir. Il faut imposer l'implantation de l'unité d'ammoniac. Pour cela, les travailleurs doivent lutter. De même que les luttes ont imposé le développement de la famille Airbus, la commande du ferry breton aux Chantiers, la lutte pour imposer l'unité d'ammoniac sur le site de Montoir.

Hubert DELAHAIE.

B.N. VERTOU : REFUSER LA VOIE DU DECLIN

La période des vacances d'été aura été, une fois de plus, le moment privilégié pour une offensive de casse du patronat et du gouvernement.

La B.N. n'est pas en reste : le 3^e biscuitier français, propriété du groupe U.S. Général Mills, entend améliorer sa seule rentabilité financière au détriment de l'emploi et des conditions de travail !

Alors que les profits ont progressé de 308 % entre 85 et 86, 100 emplois ont été supprimés en 85 et l'objectif des patrons est de supprimer à nouveau 150 emplois de 87 à 89.

La Direction de la B.N. justifie sa politique de déclin par la perspective du Marché Européen Unique de 1992 : thème idéologique majeur utilisé par le Patronat, la Droite et le P.S., qui, en fait, ne consiste qu'à adapter le marché européen

aux seuls besoins du grand capital industriel et financier.

Cette orientation qui n'aboutit qu'à sacrifier l'emploi et l'investissement productif en France, ne se justifie pas quand :

- le marché de la biscuiterie-biscotterie a progressé de 6 % en 3 ans ;
- on peut fabriquer à Vertou (la part des produits importés est passé en 6 ans de 15 % à 27 % : le déficit de la balance commerciale représente + de 900 millions de francs ;
- les profits ne cessent de croître.

Les conditions et l'argent existent pour faire autrement

- Développer la production locale, nationale et les emplois.
- Embaucher des jeunes

pour remplacer les départs en pré-retraite.

- Satisfaire les revendications sur les salaires et les conditions de travail.

Les communistes s'opposent dans ce secteur comme dans toutes les industries à cette politique de déclin, du tout profit.

De suppressions en suppressions d'emplois, on en arrive à la fermeture des entreprises, Dubigeon en est un exemple récent.

Les travailleurs de la B.N. n'ont d'autre solution que de prendre en mains leurs affaires, se rassembler, lutter.

Ils trouveront toujours à leurs côtés les communistes qui ont fait le choix d'une autre logique économique qui privilégie les hommes, les productions utiles, les créations d'emplois pour les bénéficiaires du pays et non pour ceux de la Multinationale « Général Mills ».

FETE DES LIBERTES à ST-BREVIN LIBERONS ALBERTINI !

La 12^e Fête des Libertés organisée par la Section du Pays de Retz du P.C.F. à Saint-Brevin-les-Pins, était placée cette année sous le signe de la lutte pour la libération de Pierre-André Albertini et pour l'abolition de l'Apartheid.

Le moment fort de cette fête devait être l'allocution de Michel Chauvet, conseiller municipal de Saint-Brevin. Il dénonçait la politique menée par le gouvernement de droite, mise en

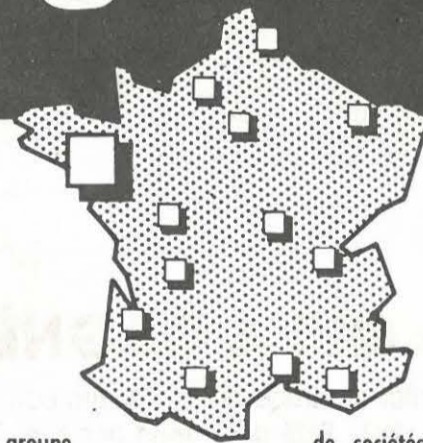
route par le P.S. et appuyée par F. Mitterrand dans le concert de la cohabitation. Il insistait sur les problèmes qui frappent de plein fouet l'ensemble des travailleurs : le chômage, les restructurations, les emplois déguisés, la mise en cause des conventions collectives, les coups portés à la Sécurité Sociale et à la Santé, etc... Enfin il insistait sur les nombreux succès obtenus par les luttes et les propositions des communistes.

La fête s'est clôturée par le traditionnel bal populaire qui a connu un grand succès.

Deux adhésions ont été réalisées, des centaines de signatures ont été recueillies sur la pétition exigeant la libération de P.A. Albertini et condamnant l'Apartheid.

Un succès qui en appelle d'autres et rendez-vous est donné aux adhérents et sympathisants de la Section à l'Assemblée. Débat du 25 septembre prochain avec la participation de Claude Billard, membre du Bureau Politique du P.C.F.

gifco



GIFCO : Un groupe de sociétés représentées sur toute la France. Des équipes de professionnels connaissant le marché public, ses décideurs et leurs impératifs. GIFCO : le partenaire indispensable pour une conception moderne de la gestion des collectivités.

Dans notre région :

BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT

92, rue Carnot
56100 Lorient
Tél. : 97.21.65.71



NÉCROLOGIE

FRÉDÉRIC GALLET N'EST PLUS

Au cours de l'été, notre camarade Frédéric Gallet nous a quittés, dans sa 75^e année, pour toujours.

Il milita de longues années au sein de la direction de la section de Saint-Nazaire du P.C.F., ville où il fut conseiller municipal après la guerre jusqu'en 1958.

Il fut également un collaborateur précieux à la direction de notre journal « Les Nouvelles de Loire-Atlantique ».

Jusqu'au dernier moment de sa vie, il fut présent dans les actions pour la paix, pour une société de justice et de liberté. Il se dépensa encore sans compter à l'activité du

« Secours Populaire » jusque dans cette dernière période. Il demeura aussi toute sa vie un dévoué diffuseur de « L'Humanité Dimanche ».

Au nom de la section nazairienne, dans un dernier hommage, Régis Antoine devait souligner combien « l'absence de Frédéric est, très sincèrement, immensément ressentie ».

La direction et toute la rédaction des « Nouvelles de Loire-Atlantique » ont une pensée émue pour son épouse Marthe et ses enfants, auxquels elles présentent leurs sincères condoléances.

★

Au début du mois d'août, nous apprenions avec tristesse le décès de notre camarade Roger Omnès, à la suite d'une grave maladie.

La Fédération et « Les Nouvelles de Loire-Atlantique » renouvellent toute leur sympathie à Nelly, son fils et à leur famille.

★

Nous apprenons le décès de Victor Letrange. Nous tenons à assurer Bernard, Thérèse et leurs enfants de notre profonde sympathie en ces douloureuses circonstances.

J'ADHERE AU P.C.F.



NOM.....

Prénom.....

Adresse.....

Tél.....

Lieu de travail.....

A renvoyer à P.C.F., 41, rue des Olivettes, 44000 Nantes, ou à remettre à un militant du PCF.